

MAI / 2026



NUANCES

LE TOURNANT INDUSTRIEL

DE QUOI PARLE-T-ON VRAIMENT?

**PRENDRE SOIN
DES SOIGNANTS**

Dossier

**LOÏC
JACOB**

Interview

**SOLIDARITÉ
EFFICACITÉ**

Action citoyenne



**SAVE
THE
DATE**



**PETIT DÉJEUNER ET CONVIVIALITÉ
À PARTIR DE 9H**



DÉFENDRE NOTRE MODÈLE DANS UN MONDE INCERTAIN

À l'heure où les incertitudes internationales s'intensifient, où la concurrence s'exacerbe et où certaines positions dominantes peuvent être instrumentalisées, il est de notre responsabilité collective de défendre avec détermination notre modèle de société.

Un modèle où la compétition ne se fait pas à n'importe quel prix, où le droit international est respecté, où les plus faibles sont protégés et où les abus de puissance sont combattus avec fermeté.

Nous défendons une compétition régulée, encadrée par des règles claires et des arbitres garants de l'équité, afin que tous ne puissent pas jouer sans limites.

Pour y parvenir, il faut oser se protéger, oser dire non. Cela implique de renforcer notre autonomie et notre capacité à nous affirmer, avec force et fierté, pour préserver ce qui nous est essentiel, notamment la santé. Une société qui valorise ses soignants garantit à chacun dignité, liberté et capacité d'agir. Revaloriser ces métiers, c'est renforcer notre cohésion. La santé est une priorité de notre programme, et nous agissons pour tenir nos engagements.

Mais financer le soin suppose aussi un redressement économique : retrouver notre souveraineté fiscale, un défi majeur à l'ère de l'IA et renforcer notre autonomie stratégique.

Les crises récentes ont révélé nos dépendances industrielles. Réindustrialiser, c'est maîtriser nos chaînes de production, sécuriser nos approvisionnements et recréer de l'emploi local durable.

Charleroi incarne cet héritage et ce renouveau. Nous y organiserons, le 31 mai, une grande convention sur la réindustrialisation pour construire ensemble des solutions d'avenir concrètes.

Je compte sur votre présence pour en faire une étape clé de notre engagement commun.

Yvan Verougstraete
Président des Engagés



SOMMAIRE

06

Retour sur L'essentiel

Le récap des dernières news

08

Le dossier

Prendre soin de ceux qui soignent

12

L'analyse

Le tournant industriel : de quoi parle-t-on vraiment ?

22

Interview

Rencontre avec Loïc Jacob, nouveau chef de groupe au Parlement de la FWB

26

Découverte

Onhaye, entre vie locale et escapades

32

Action citoyenne

Quand solidarité rime avec efficacité

34

La politique pour les Nuls

Immersion au cœur des institutions européennes

36

Aînés Engagés

Quand l'expérience éclaire l'avenir

39

Génération Engagée

Cartonne ton blocus sans surdose de sucre !

40

Femmes Engagées

La ménopause : on en parle enfin

“

PRENDRE SOIN DE CEUX QUI SOIGNENT

Face aux pénuries, à la charge de travail et au manque de reconnaissance, les métiers du soin traversent une période charnière. Derrière ces tensions, c'est l'accès aux soins et la qualité de l'accompagnement de ceux qui en ont besoin qui sont en jeu. Mieux cerner les origines de cette situation et identifier des leviers d'action est désormais indispensable (*Lire la suite page 08*).



TOUT CE QU'IL NE FALLAIT PAS MANQUER

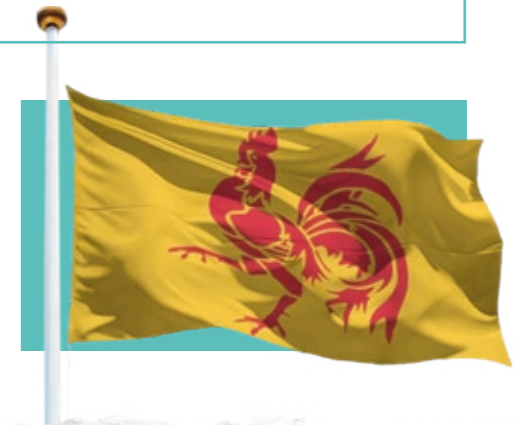


Encadrer la pub pour mieux protéger la santé

Notre député fédéral Jean-François Gatelier vient de déposer une proposition de loi visant à interdire la publicité pour les aliments les plus nocifs (Nutri-Score D et E). Cette initiative vise à mieux protéger les consommateurs, en particulier les jeunes, face à une publicité qui influence fortement les comportements alimentaires et favorise des produits peu sains.

Bonne nouvelle pour les familles monoparentales en Wallonie !

Le Gouvernement wallon confirme son soutien aux 19 Relais Familles Monoparentales. Lancé en 2022, ce dispositif accompagne les familles au quotidien pour mieux connaître leurs droits, gagner en autonomie et rompre l'isolement.



Des mesures concrètes pour renforcer l'inclusion

Le Gouvernement fédéral a adopté le Plan Handicap 2025-2029 afin de renforcer l'inclusion et l'accessibilité. Il prévoit notamment une réforme des allocations pour faciliter l'accès à l'emploi, une amélioration de l'accessibilité des bâtiments publics et une simplification des services. Une étape importante pour renforcer l'autonomie et les droits des personnes en situation de handicap.



Hydrogène : une piste prometteuse sous nos pieds

Et si le sous-sol belge recelait une nouvelle source d'énergie ? À la suite d'une découverte en France, Jean-Luc Crucke souhaite explorer le potentiel de l'hydrogène en Belgique : cartographier les ressources et en évaluer l'intérêt. Une opportunité pour renforcer notre autonomie énergétique et soutenir l'industrie dans un contexte international incertain.



CEB, CE1D, CESS : des seuils plus élevés et plus de soutien

Le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles relève les seuils de réussite (jusqu'à 60 %) pour le CEB, le CE1D et le CESS dès 2027. En parallèle, un accompagnement renforcé est prévu pour les élèves en difficulté, afin de mieux les préparer et de leur donner toutes les chances de réussir, avec des solutions adaptées pour ne laisser personne de côté.



Bornes de recharge : ça s'accélère en Wallonie

Sous l'impulsion de notre ministre de la Mobilité François Desquesnes, le déploiement des bornes de recharge s'accélère : 245 communes sont engagées, 1.650 sites ont été identifiés et 3.300 nouveaux points de charge sont prévus. De quoi augmenter l'offre de près de 44 % et faciliter l'accès à la recharge pour les automobilistes.



PRENDRE SOIN DE CEUX QUI SOIGNENT

“

Prendre soin des autres, c'est un choix de vie. Mais aujourd'hui, de plus en plus de professionnels quittent le secteur, épuisés par des conditions de travail qui ne reflètent plus la valeur de ce qu'ils font. Les déserts médicaux s'étendent, les postes restent vacants, les formations se vident. Et derrière ces chiffres, ce sont des patients sans médecin, des résidents sans soignant, des familles qui s'épuisent à compenser. Ce constat, nous avons choisi de ne plus le subir.



Une réalité qu'on ne peut plus ignorer

En Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles, les métiers du soin se vident de leurs forces vives. Infirmiers, aides-soignants, médecins généralistes, aides à domicile... Les pénuries ne sont plus un horizon à redouter ; elles sont déjà là. Trois infirmiers diplômés sur cinq exercent réellement leur métier. Entre 2015 et 2021, le nombre d'étudiants en soins infirmiers est passé de 4.000 à 2.600, soit une chute de 35 % en six ans à peine. Dans le même temps, trois médecins généralistes sur quatre estiment leur charge de travail excessive et un sur cinq a fermé sa liste de patients.

Dans les maisons de repos, les aides-soignants manquent à l'appel. Dans les zones rurales, les déserts médicaux s'étendent. Dans les services d'aide à domicile, les conditions d'emploi sont si difficiles que le recrutement devient un combat permanent. Pour les patients et leurs proches, ces évolutions impliquent des délais plus longs,

une organisation plus fragile et, parfois, un report de la charge vers l'entourage.

Pourquoi part-on quand on a choisi de soigner ?

Les métiers du soin ont toujours été portés par un engagement profond. Pourtant, aujourd'hui, celui-ci s'érode sous le poids des conditions de travail qui finissent par l'étouffer.

En effet, le système a trop longtemps demandé à ces professionnels de donner sans compter, sans leur offrir grand-chose en retour. Des horaires épuisants, une paperasse qui grignote le temps consacré aux patients, des salaires qui ne reflètent pas la réalité de ce que ce travail exige. Et, par-dessus tout, ce sentiment persistant d'être indispensable sur le terrain, mais invisible dans les processus de décision. Nous avons bâti un système qui tient grâce à leur dévouement et qui les use jusqu'à l'épuisement.

“

Trois médecins généralistes sur quatre jugent leur charge de travail excessive. Un sur cinq a fermé sa liste de patients.

Les conséquences sont d'ailleurs mesurables. Le taux d'absentéisme dans les professions du soin est significativement plus élevé que dans les autres secteurs. Les burn-out professionnels touchent une part croissante des soignants, particulièrement dans les structures à faibles effectifs.

Ce que nous construisons pour demain

Notre Mouvement a choisi d'agir. Dès les premières semaines du gouvernement, nous avons obtenu qu'un million d'euros par an soit spécifiquement consacré aux soignants et aux aidants proches. D'un côté, pour améliorer la prise en charge médicale et psychologique de ceux qui prennent soin des autres et, de l'autre, pour couvrir le surcoût de la flexibilisation du congé d'aidant.

La Stratégie 2026-2031 : poser les fondations d'un système de soins durable

Corriger des injustices ponctuelles ne suffit pas. Il faut s'attaquer aux racines du problème. C'est pourquoi Les Engagés ont co-construit, avec le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, une stratégie commune pour la période 2026-2031. C'est une première en Belgique francophone, établie à partir d'une concertation réelle avec les acteurs

de terrain, les syndicats et les associations de professionnels.

Cinq chantiers concrets en découlent. La première porte sur l'amélioration des conditions de travail au quotidien : horaires, charge mentale et équilibre de vie. Le deuxième vise la réforme des formations, pour qu'elles correspondent aux réalités du terrain plutôt qu'à des cursus figés. Le troisième engage la revalorisation sociale des aides-soignants et des aides à domicile, des professionnels qualifiés qui exercent l'un des métiers les plus exigeants qui soient et qui méritent d'être reconnus comme tels. Le quatrième ouvre ces professions à de nouveaux profils et à des parcours de reconversion, pour élargir le vivier de recrutement. Le cinquième, enfin, agit en amont, via la prévention et une meilleure coordination entre les acteurs du système de santé et de l'aide sociale.

Cette stratégie se construit dans la durée, parce que transformer en profondeur un secteur ne se fait pas en quelques mois. Elle ne repose pas sur des intentions, mais sur une gouvernance concrète et partagée entre tous les acteurs concernés : des task forces thématiques, une feuille de route opérationnelle, un pilotage rigoureux et une évaluation continue basée sur des données réelles. Ce qui est mesuré peut être corrigé. Ce qui est corrigé peut s'améliorer. L'objectif, à court, moyen et long terme, est clair : renforcer durablement l'attractivité de ces métiers, fidéliser ceux qui les exercent déjà et donner à ceux qui hésitent encore des raisons concrètes de se lancer.



Reconnaître ceux qui donnent sans compter

Lorsque l'on parle des soignants, il est difficile de ne pas mentionner également la situation de celles et ceux qui s'occupent au quotidien d'un ou d'une proche malade, d'un enfant en situation de handicap ou d'un parent en perte d'autonomie. Nous avons corrigé une injustice qui pesait lourd sur ces aidants proches. Beaucoup risquaient de se retrouver exclus des allocations de chômage parce qu'ils avaient réduit ou interrompu leur activité professionnelle pour accompagner un proche dépendant. Nous nous sommes battus pour qu'une solution soit trouvée, et elle existe désormais. Le Gouvernement fédéral a prévu une dispense de 3 à 12 mois, extensible jusqu'à 48 mois sur l'ensemble de la carrière, avec une allocation revalorisée de 15 à près de 29 euros par jour.

“

Entre 2015 et 2021, le nombre d'étudiants en soins infirmiers est passé de 4.000 à 2.600. Une chute de 35 % en six ans.

Dans la même dynamique, nous avons déposé une proposition de loi à la Chambre pour doubler la durée du congé d'aidant, de trois à six mois, et le rendre plus flexible en permettant qu'il soit pris à la semaine plutôt qu'au mois. Ce texte a depuis été approuvé en commission.

En parallèle, nous travaillons à des solutions plus structurelles. C'est pourquoi, en Wallonie, notre ministre Yves Coppieters souhaite déposer prochainement un plan dédié aux aidants proches sur la table du Gouvernement wallon. Il déclare : « je souhaite embrasser la problématique dans son ensemble (...) chacun d'entre nous pourra jouer ce rôle d'aidant proche à un moment donné de notre vie ».

Un choix de société

Ces métiers du soin touchent à ce qu'il y a de plus fondamental dans la société. Dans les moments où la vie vacille, ce sont eux qui tiennent le fil. Une société qui les néglige ne mesure pas immédiatement ce qu'elle perd. Mais elle finit par le ressentir dans la réalité du quotidien.

“

Ce que nous voulons, au fond, c'est que soigner redevienne un choix que l'on pose librement et que l'on ne regrette pas. Un choix qui tient dans la durée, parce que le salaire est à la hauteur, que les horaires laissent de la place à une vie, et parce que le travail accompli est reconnu à sa juste valeur. Un métier dans lequel on entre avec conviction et où l'on peut rester sans s'y perdre. C'est à cette condition que le secteur retrouvera du souffle et que les personnes qui en ont besoin pourront continuer à compter sur des soins de qualité, sans compromis.

La nuance est un acte de résistance.

Le monde change. Très vite. Et dans ce basculement, quelque chose d'essentiel est en train de bouger sans que l'on s'en rende forcément compte : **nos repères**. Ce qui paraissait impensable hier devient aujourd'hui discutable. Puis acceptable. Parfois même banal. Petit à petit, sans bruit, certaines lignes reculent. Et avec elles, ce sont des piliers fondamentaux qui vacillent : l'État de droit, le débat démocratique, nos libertés...

Ce constat n'est pas un appel à la peur, mais à la lucidité, à l'engagement.

Chez nos voisins, en France et en Allemagne, des partis traditionnels flirtent de plus en plus avec les extrêmes. Au Parlement européen aussi, certaines alliances brouillent les lignes. En Belgique, des signaux d'alerte existent. Partis extrémistes au pouvoir dans certaines communes. Attaques contre la presse. Remise en cause de décisions de justice. Discours de plus en plus simplistes, parfois agressifs, souvent clivants. À droite comme à gauche, la tentation grandit : caricaturer, polariser, diviser, durcir. Le vrai clivage aujourd'hui n'est d'ailleurs plus uniquement entre « gauche et droite ». Il s'inscrit entre ceux qui instrumentalisent les peurs et les colères, et ceux qui veulent faire vivre un débat honnête, exigeant, au service de l'intérêt général. Nous faisons clairement ce choix.

Voilà pourquoi nous refusons les alliances avec les extrêmes. Nous refusons le populisme. Nous refusons les slogans qui divisent, les simplifications qui font du bruit mais ne règlent rien. Nous sommes persuadés que l'indignation ne suffit pas, qu'il faut s'engager. S'engager avec courage. Avec lucidité. Avec humilité.

Cet engagement, c'est un combat pour notre modèle de société.

Un modèle de progrès social, environnemental, économique et de santé.

Nous venons d'horizons variés. Ce qui nous rassemble, c'est une conviction simple : la démocratie mérite mieux. Nous savons qu'elle peut parfois se montrer lente ou frustrante mais elle reste le garant de notre État de droit. Nous croyons en une démocratie participative, apaisée, ouverte, proche des citoyens.

Nous continuerons de plaider pour des débats qui élèvent. Pour une culture de la nuance qui respecte les divergences. Nous œuvrons à une démocratie qui se réinvente pour inspirer et nourrir l'espoir, avec la volonté de fédérer pour avancer.

En tant que citoyennes et citoyens engagés, nous signons ce texte pour réaffirmer notre engagement et celui de notre Mouvement à refuser les dérives qui, silencieusement, minent notre démocratie. Nous invitons celles et ceux qui se reconnaissent dans ces mots à faire, elles aussi, eux aussi, preuve de résistance.



Signez ici

L'ANALYSE

LET'S THINK
OUTSIDE
THE BOX

LE TOURNANT INDUSTRIEL

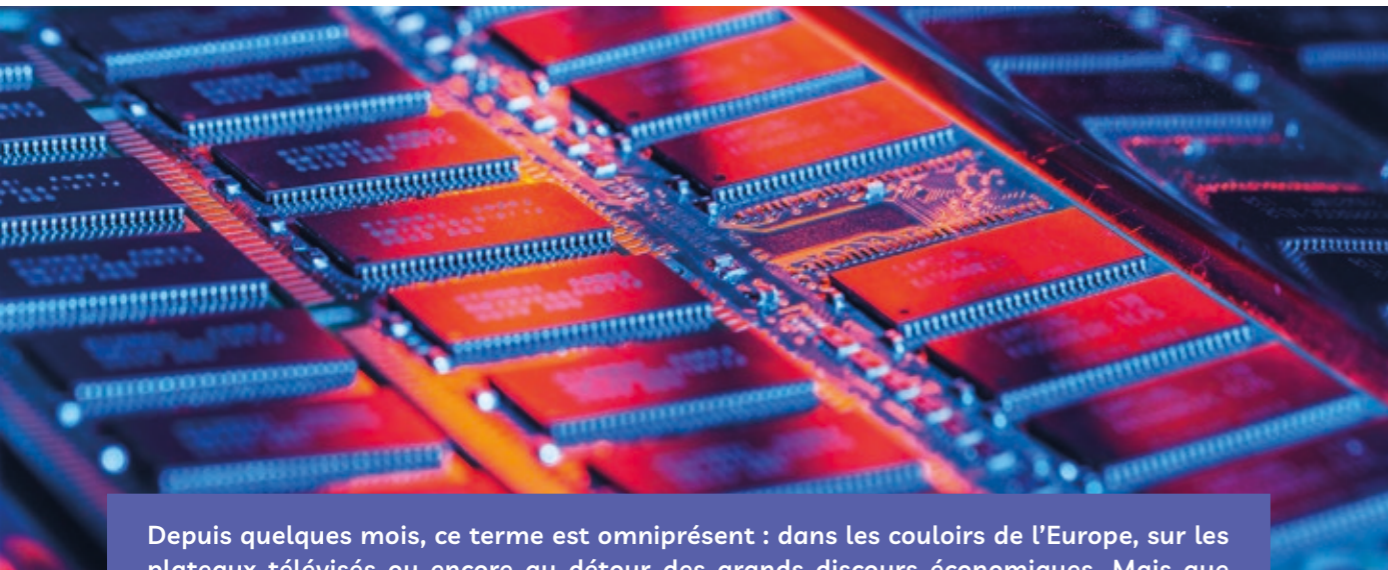
La désindustrialisation n'est pas une fatalité. Depuis trente ans, la Belgique a vu son tissu industriel s'éroder au profit de dépendances extérieures coûteuses. Aujourd'hui, le contexte géopolitique, climatique et économique impose de changer de cap. Mais réindustrialiser ne signifie pas simplement produire davantage : c'est l'occasion de produire autrement, avec plus de valeur ajoutée, moins de vulnérabilités et une ambition durable. Tour d'horizon des enjeux, des obstacles et des opportunités qui dessinent l'industrie de demain.



+ d'infos

Pour échanger autour des pistes de solution liées à cette question de la réindustrialisation, rejoignez-nous à notre convention le 31 mai, qui portera sur cet enjeu crucial !

LE TOURNANT INDUSTRIEL : DE QUOI PARLE-T-ON VRAIMENT ?



Depuis quelques mois, ce terme est omniprésent : dans les couloirs de l'Europe, sur les plateaux télévisés ou encore au détour des grands discours économiques. Mais que recouvre-t-il réellement ? Faisons le point.

Avant de reconstruire, s'entendre sur ce qu'on veut bâtir

La réindustrialisation a quelque chose de rassurant. Elle dit que l'on a compris ce que l'on avait perdu et que l'on est prêt à le reconstruire. Elle dit aussi que l'on peut faire autrement que ce que l'on a fait pendant trente ans. C'est vrai. Néanmoins, pour que ce projet tienne la route, encore faut-il s'entendre sur ce qu'il signifie vraiment.

Réindustrialiser, dans sa définition la plus simple, c'est redévelopper le tissu industriel d'un pays après l'avoir vu s'éroder : rouvrir des usines, recréer des emplois manufacturiers ou encore rapatrier des productions que l'on avait délocalisées. Toutefois, cette définition cache deux ambitions qui ne posent pas les mêmes questions.

La première est quantitative : produire davantage et peser plus lourd dans l'industrie. La seconde,

quant à elle, est qualitative : produire autrement, avec plus de valeur ajoutée, moins de dépendances et une empreinte carbone réduite. Ces deux dimensions ne sont pas opposées. Néanmoins, chez Les Engagés, c'est cette deuxième ambition qui structure notre approche.

Nous sommes convaincus que la réindustrialisation est avant tout une opportunité : celle de renforcer l'autonomie stratégique de nos régions, de réconcilier compétitivité et durabilité, et de bâtir une économie ancrée dans nos territoires et respectueuse de celles et ceux qui y vivent. En bref, une industrie qui fait mieux plutôt que plus.

Deux questions s'imposent pourtant au cœur de ce débat : qui peut réindustrialiser ? Et surtout, qu'est-ce qui peut encore l'être ? Parce que tout n'est pas récupérable. Certaines filières perdues depuis trente ans ne reviendront plus et plusieurs savoir-faire ont disparu avec ceux qui les portaient.

**En Europe,
l'industrie est
passée de
21%
du PIB
en 2005 à
18,5%**

“

En 2022, 60 % des produits manufacturés consommés en Europe venaient d'Asie. Dix ans plus tôt, c'était 40 %. Une dépendance qui s'accélère.

D'autres secteurs, en revanche, offrent de vraies fenêtres d'opportunité : les technologies vertes, les matériaux critiques, la chimie durable, les semi-conducteurs ou encore les technologies de santé. Vous l'aurez compris, réindustrialiser, c'est donc choisir où concentrer ses efforts.

Comment en est-on arrivé là ?

Afin de comprendre pourquoi la réindustrialisation apparaît aujourd'hui comme une nécessité, il convient de remonter le fil de l'histoire.

Ces dernières décennies, l'Union européenne a traversé un long processus de désindustrialisation, silencieux, mais profond. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB européen est passée de 21% en 2005 à 18,5% en 2022.

En Belgique, le recul est encore plus frappant : dans les années 1970, l'industrie représentait environ 30% de la richesse nationale. Aujourd'hui, elle n'en représente plus que 13,2%. Depuis 2008, les emplois du secteur industriel s'effritent sur tout le continent, tant pour les postes de production les moins qualifiés que pour les profils hautement spécialisés.

La mondialisation a joué un rôle central dans ce recul. En effet, les entreprises ont externalisé leurs chaînes d'approvisionnement et délocalisé leur production vers des zones à bas coûts salariaux. Prise individuellement, cette stratégie était rationnelle pour chacune d'elles. À l'échelle d'un continent, elle s'est révélée dévastatrice.

Au fil du temps, ce mouvement nous a rendus profondément dépendants de pays extra-européens. En 2022, 60% des produits manufacturés achetés en Europe venaient d'Asie, contre 40% dix ans plus tôt. En Belgique, plus de 80% des composants électroniques utilisés dans notre industrie y sont importés.



“

En Belgique, l'industrie pesait 30 % du PIB dans les années 1970. Aujourd'hui : 13,2 %. Une chute qui interroge notre modèle économique.

La pandémie, puis la guerre en Ukraine et, plus récemment, les conflits au Moyen-Orient ont révélé à quelle vitesse ces dépendances peuvent se transformer en vulnérabilités.

Cela étant, ce phénomène de globalisation n'explique pas tout. Nous avons accumulé des retards sérieux dans l'adaptation de notre économie, sous-investi dans l'innovation industrielle pendant des années et concentré notre attention politique sur les services, la finance et le numérique, comme si l'industrie était condamnée à appartenir au passé.

Le rapport de l'ancien président de la BCE (Banque centrale européenne) Mario Draghi, sur l'état de la compétitivité européenne, publié en 2024, met les choses en perspective de manière brutale : pour rattraper son retard sur les États-Unis et la Chine, l'Europe devrait investir 800 milliards d'euros supplémentaires chaque année. C'est le coût de trente ans d'indifférence.

Où en est la Belgique dans tout ça ?

Le tableau est plus nuancé qu'on ne le dit parfois. Notre industrie manufacturière représentait 12,6% de la valeur ajoutée brute nationale en 2024. C'est en dessous de la moyenne européenne (15,9%) et bien en deçà de notre voisin allemand, qui approche les 20%.

Néanmoins, ces chiffres ne racontent pas tout.

En générant une part importante des exportations issues des secteurs dans lesquels la Belgique excelle, notre industrie reste un pilier de l'économie nationale. Le secteur pharmaceutique représente à lui seul 20% de la valeur ajoutée manufacturière, devant l'agroalimentaire, la chimie et la métallurgie.

Géographiquement, l'industrie est très ancrée en Wallonie et en Flandre, tandis que Bruxelles est davantage tournée vers les services. Dès lors, toute stratégie de réindustrialisation doit être pensée en tenant compte des spécificités de chaque région, de ses atouts et de ses friches.

De multiples chantiers pour préparer le terrain

Réindustrialiser, c'est accepter de s'attaquer à plusieurs nœuds à la fois.

Le plus structurel est énergétique. Une industrie compétitive exige une énergie abondante, fiable et abordable. Or, la Belgique dépend à 76,1% des importations énergétiques, bien au-dessus de la moyenne européenne (58,3%). Et les secteurs les plus énergivores (la chimie, l'acier, le ciment) sont précisément les piliers de notre industrie lourde.

Décarboner sans affaiblir ni délocaliser : tel est le défi central des années à venir. Loin d'être un frein, la transition écologique peut devenir le moteur d'une industrie renouvelée, à condition

d'être menée intelligemment. Les technologies bas carbone, l'hydrogène ou encore l'économie circulaire ne sont pas des contraintes imposées à l'industrie : ce sont des marchés à conquérir.

C'est d'ailleurs la ligne défendue par notre député wallon Olivier de Wasseige :

« Nous ne relèverons les défis climatiques qu'en recréant de l'activité économique locale, en réconciliant compétitivité et durabilité, et en misant sur les talents de nos territoires. »

La géopolitique est tout aussi pressante. 80% des semi-conducteurs sont fabriqués en Asie et la totalité des terres rares lourdes provient de Chine. L'Europe réagit, mais les dépendances restent massives.

La Belgique dispose pourtant d'atouts sous-exploités : le port d'Anvers-Bruges, l'une des portes logistiques du continent, et l'IMEC à Louvain, acteur mondial des semi-conducteurs. Ces forces existent et il nous revient de bâtir autour d'elles une véritable stratégie industrielle de long terme.

Il ne faut pas non plus sous-estimer le poids de l'administratif. En Belgique, obtenir un permis opérationnel prend en moyenne 188 jours, contre 28 dans les pays de l'OCDE. 60% des entreprises citent la réglementation comme premier frein à l'investissement.

L'emploi est également au cœur du sujet. La Belgique affiche un taux d'emploi de 72,8%, mais compte 146 000 postes vacants. Ce n'est donc pas un problème de quantité de main-d'œuvre, mais d'adéquation.

Le Hainaut tombe à 58,9% de taux d'emploi, précisément là où les friches industrielles sont les plus nombreuses. Ces anciens sites, souvent bien situés, permettraient de relancer l'activité économique, de créer des emplois là où ils manquent et d'éviter l'artificialisation de nouveaux terrains.

Mais construire un tissu industriel demande aussi une main-d'œuvre formée et attirée vers ces métiers. La formation, l'alternance et la valorisation

Le secteur pharmaceutique pèse à lui seul 20% de l'industrie manufacturière belge

des métiers techniques sont des priorités que nous portons, tout comme la question de l'immigration économique, qui devra être abordée sérieusement face au vieillissement démographique.

Enfin, la fiscalité et la technologie méritent aussi que l'on s'y attarde. Taxer lourdement le travail dans un pays qui manque de main-d'œuvre freine l'investissement industriel. Quant

à l'innovation, la Belgique en produit, mais ce qui lui fait défaut, c'est sa diffusion jusqu'aux 250 000 PME qui constituent le tissu de son économie.

Une économie qui ne subit plus, mais qui choisit

Mis bout à bout, tout cela pourrait sembler écrasant. Ce n'est pas notre lecture. Chaque contrainte identifiée est une porte à ouvrir et chaque manque une occasion de faire mieux que ce que nous avons fait jusqu'ici.

Le monde dans lequel nous vivons a changé. Les chaînes d'approvisionnement se fracturent, les équilibres géopolitiques se redessinent et les certitudes d'hier s'effacent.

Dans ce contexte, la réindustrialisation est une manière de reprendre prise sur notre destin collectif. Nous aspirons à celle qui redonne du sens à ce que l'on fabrique et à l'endroit où on le fabrique : une économie moins dépendante des aléas du monde, qui ne subit plus, mais qui choisit.

Ce projet demande de la cohérence, du temps et le courage d'assumer des choix trop longtemps remis à plus tard. Mais il est à la hauteur de ce que le moment exige. C'est celui que notre Mouvement porte.

Réindustrialiser ? Commençons par l'IA

La réindustrialisation, ce n'est pas qu'une question d'usines et de chaînes de production. C'est avant tout une question de choix stratégiques, et celui d'investir dans l'intelligence artificielle s'impose aujourd'hui comme une évidence. L'IA est devenue une infrastructure industrielle à part



entière, aussi fondamentale que l'énergie ou la logistique. Et qui ne s'y positionne pas risque de le regretter.

À l'été 2025, à l'initiative de la ministre du Numérique Vanessa Matz, notre pays a posé sa candidature auprès de la Commission européenne pour accueillir une AI Antenna. Résultat : la Belgique a été retenue. Derrière ce nom un peu technique se cache une réalité très concrète : une porte d'entrée directe vers les capacités européennes de calcul en intelligence artificielle, offrant à nos entreprises, nos chercheurs et nos services publics un accès à une puissance de calcul de pointe, aujourd'hui indispensable pour développer des solutions IA performantes et souveraines.



La Belgique a décidé de ne pas rater ce train-là.

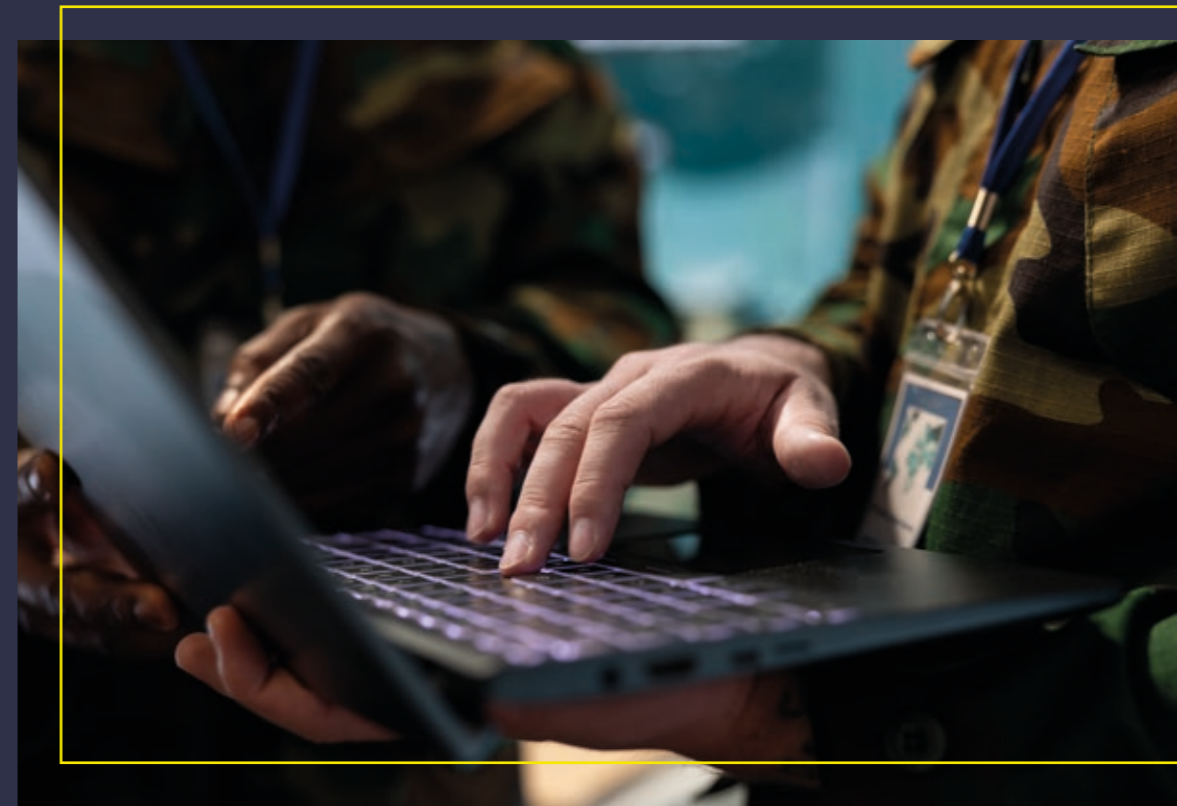
Depuis trop longtemps, l'Europe dépend d'infrastructures numériques développées et contrôlées ailleurs, principalement aux États-Unis et en Chine. Cette dépendance n'est pas qu'un problème économique. Elle touche à notre autonomie industrielle, à notre compétitivité, et même à notre sécurité. Maîtriser l'IA

aujourd'hui, c'est maîtriser une partie essentielle de ce qu'on était habitué à appeler la souveraineté nationale.

Le 3 avril dernier, le Conseil des Ministres a franchi un cap décisif en validant les budgets nécessaires au déploiement de cette infrastructure. 10 millions d'euros au total sont mobilisés : 5 millions du côté belge, dont 4,3 millions apportés par le seul niveau fédéral, et 5 millions de cofinancement européen. Ces moyens permettront de connecter la Belgique aux supercalculateurs européens, notamment en Allemagne et en Finlande, et de faire de notre pays un nœud actif du réseau de calcul continental.

Sur le terrain, les retombées sont attendues bien au-delà du monde de la tech. En facilitant l'accès à ces infrastructures, l'AI Antenna permettra à des secteurs clés comme la santé, la biotechnologie, l'industrie, les services publics, d'innover plus rapidement, de gagner en compétitivité et de développer des solutions adaptées à leurs besoins. Autrement dit, de diffuser l'innovation au cœur même du tissu économique, là où elle fait aujourd'hui défaut.

Comme le souligne Vanessa Matz : « Avec l'AI Antenna, la Belgique permet à ses entreprises, chercheurs et services publics d'accéder à une



infrastructure de calcul européenne de premier plan. La Belgique devient un acteur à part entière des initiatives européennes en matière de souveraineté numérique. En renforçant nos capacités et en nous intégrant pleinement dans cet écosystème, nous soutenons l'innovation, notre compétitivité et notre autonomie ».

Faire de la défense un levier stratégique

Le monde a changé. Et avec lui, la manière dont un pays doit penser sa sécurité. Face aux tensions géopolitiques qui s'accumulent et aux dépendances industrielles, que plus personne ne peut ignorer, la Belgique a décidé de franchir un cap : faire de la défense non plus un poste de dépenses contraint, mais un véritable moteur de réindustrialisation.

C'est dans cette optique que le Gouvernement fédéral a annoncé, le 3 avril dernier, la création de SFPIM Défense, une filiale spécialisée du fonds souverain belge. Pour rappel, la Société Fédérale de Participations et d'Investissement gère près de 15 milliards d'euros d'actifs pour

le compte de l'État, couvrant ses secteurs historiques tels que les sciences de la vie, les soins de santé et la finance, mais aussi des domaines en plein essor comme l'énergie, les services publics, le transport et la mobilité. Avec cette nouvelle entité dédiée, elle étend son champ d'action à un domaine en forte croissance.

Derrière cette décision se trouve une conviction forte : la sécurité ne peut plus être pensée indépendamment de l'économie. Être souverain, aujourd'hui, c'est aussi maîtriser les technologies et les capacités industrielles qui sont au cœur de sa propre défense. Et le secteur s'y prête : la défense est l'un des plus dynamiques d'Europe, porté par des investissements en forte croissance et une demande soutenue pour des technologies de pointe.

SFPIM Défense poursuit une ambition double. D'un côté, ancrer durablement sur le territoire belge des acteurs industriels clés dans des domaines comme l'aéronautique, les systèmes de défense ou la cybersécurité. De l'autre, investir dans l'innovation pour développer la

prochaine génération de technologies, qu'il s'agisse de systèmes autonomes ou de solutions à double usage civil et militaire.

L'enjeu est aussi celui de l'écosystème. Trop souvent, la Belgique a laissé partir ses capacités industrielles stratégiques faute de structures capables de les soutenir dans la durée. En accompagnant à la fois les entreprises établies et les jeunes pousses innovantes, SFPIM Défense entend recréer des filières solides, génératrices d'emplois qualifiés et capables de rivaliser à l'échelle européenne.

Cette démarche s'inscrit aussi dans une logique de coopération. La défense est, par nature, un secteur international. En positionnant les entreprises belges dans les chaînes de valeur européennes, la Belgique se construit une crédibilité nouvelle et devient un partenaire plus fort dans les grands programmes industriels et technologiques du continent.

Cette stratégie s'accompagne enfin d'un cadre éthique exigeant. Les investissements seront analysés selon des critères stricts, notamment en matière de respect des règles internationales et de responsabilité sociétale, afin de garantir que ce développement se fasse dans le respect des valeurs que nous défendons.

Pour Maxime Prévot, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères : « En matière de Défense, la priorité, c'est à la fois de dépenser plus et de dépenser mieux. Notre objectif est de contribuer à l'autonomie stratégique européenne et de valoriser nos filières industrielles, existantes et émergentes. La création d'une filiale spécialisée dans les secteurs de la Défense et de la Sécurité permettra d'augmenter le retour économique de nos investissements ».

“

**La défense n'est plus
une dépense.
C'est un investissement
stratégique.**



Réaction :
Olivier de Wasseige
Député wallon

La Wallonie est le cœur de l'industrie belge de défense : 1,8 milliard d'euros de chiffre d'affaires, 4.000 emplois (sur 2 milliards d'euros et 4.800 emplois au niveau belge), et des acteurs de renommée internationale aux côtés d'un tissu dense de PME innovantes. Ce fonds peut donc booster nos entreprises, mais aussi celles actives dans les technologies duales, bénéficiant autant au secteur civil que militaire. Il peut non seulement renforcer les programmes déjà porteurs, mais aussi offrir la possibilité de créer de nouvelles filières, comme les solutions anti-drones. Ceci se traduit par de nouveaux emplois et de nouvelles spécialisations. La Wallonie doit saisir cette opportunité pour développer des profils hautement qualifiés et enraciner la valeur-ajoutée sur son territoire.

Dans le secteur de la défense, positionnée au cœur de l'Europe et forte de partenariats solides, la Wallonie dispose de toutes les cartes en main pour intégrer les chaînes de valeur européennes et internationales. Le défi ? Structurer notre industrie pour capter le maximum de ces ressources budgétaires. Car investir aujourd'hui dans un secteur dans lequel la Wallonie excelle, c'est construire des emplois durables et ancrer notre prospérité pour les générations à venir.

“



Réaction :
Laurent Hublet
Ministre bruxellois de l'Emploi

Réindustrialiser Bruxelles, ce n'est pas refaire les usines d'hier. C'est prendre notre part dans les chaînes de valeurs stratégiques de demain. Avec les 2 milliards mobilisables sur 5 ans annoncés autour du Fonds de défense, une fenêtre s'ouvre. Bruxelles ne doit pas la regarder passer : elle doit s'y positionner avec ambition, méthode et volonté politique.

Oui, cette décision peut créer des opportunités réelles pour les entreprises bruxelloises et pour l'emploi. Notre responsabilité, c'est d'identifier les acteurs capables d'apporter des réponses concrètes aux défis de la défense de demain (en cybersécurité, robotique, électronique, ingénierie, technologies duales, prototypage) et de les mettre en visibilité auprès du département Innovation de la Défense.

Mais l'enjeu n'est pas seulement technologique. Il est aussi économique et social. Ce marché peut créer des emplois hautement qualifiés, faire émerger de nouvelles filières de formation, et générer autour de ces activités des fonctions de production, de support, de maintenance et de logistique, accessibles à un public plus large. Notre ambition est de faire en sorte que la défense de demain protège mieux l'Europe et fasse aussi grandir Bruxelles.



INTERVIEW



L'ANCRAGE LOCAL EST ESSENTIEL POUR MOI

Loïc Jacob : Chef de groupe au Parlement de la FWB • Conseiller communal • Député au Parlement de Wallonie.

Au cœur de Bruxelles, à quelques pas du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, nous retrouvons Loïc Jacob. Le contraste est saisissant avec Hamoir, sa commune d'origine située dans la province de Liège. Mais depuis peu, il consacre davantage de ses journées à la capitale, dans un nouveau rôle : chef de groupe des Engagés. Il a en effet pris le relais de notre députée Mathilde Vandorpe qui a choisi, au terme d'une réflexion approfondie, de passer le témoin. Elle restera néanmoins bien députée pour continuer à porter la voix des Engagés au Parlement.

Tu viens de devenir chef de groupe des Engagés à la FWB. Comment se passent ces premiers jours dans ce nouveau costume ?

C'est un changement conséquent, donc il y a beaucoup de choses qui se bousculent, différents sentiments, beaucoup de questions. Mais c'est avant tout beaucoup de respect pour le travail extraordinaire réalisé par Mathilde Vandorpe. Elle a façonné et construit notre groupe. Je tiens vraiment à la remercier pour tout ce qu'elle a fait pour nous et pour le mouvement au sein de la

FWB. Et puis, je suis honoré aussi de la marque de confiance qui m'a été accordée par le président. Les premiers jours, j'essaie de les aborder avec beaucoup d'humilité et de conviction pour relever le défi. C'est un sacré challenge.

Pour ceux qui ne te connaissent pas encore : tu as 39 ans, tu viens de Hamoir, tu es député depuis 2024 et tu as travaillé aux Mutualités chrétiennes. Tu ajouterais quelque chose ?

C'est une bonne synthèse. J'ai aussi travaillé dans les mouvements de jeunesse, puis dans un mouvement social d'aînés, mais également au pilotage d'une mutualité. Tout cela m'a profondément marqué : j'ai le rôle des corps intermédiaires et le dialogue social chevillé au corps. C'est absolument essentiel. En parallèle, je me suis engagé dans ma commune dès 2012, avec différents mandats : conseiller communal d'opposition, échevin, président de CPAS et actuellement conseiller communal de la majorité... Cet ancrage local reste essentiel pour moi.

Qu'est-ce qui t'a donné envie de t'engager en politique ?

Le moment charnière pour moi c'est 2002 et les élections présidentielles françaises. Le FN arrive alors au deuxième tour. J'ai 15 ans à l'époque et je me demande comment il est possible de voter pour l'extrême droite. J'ai commencé à m'intéresser à la question et ça m'a poursuivi pendant tout mon parcours. Et puis, en 2012, quand on m'a proposé de m'engager au niveau communal, j'ai sauté le pas.





Pourquoi Les Engagés ?

Pour deux raisons principales. D'abord, parce que je suis convaincu que la dynamique individuelle et la dynamique collective ne s'opposent pas : elles s'enrichissent mutuellement. Donc l'individu doit participer à la solidarité collective, et la société doit aider chaque individu à se développer par lui-même. Ensuite, parce que notre société est diverse, et qu'un parti politique doit rassembler. Et pour rassembler, il faut avoir le courage de la nuance. Aujourd'hui, plus que jamais, la nuance est un véritable acte de résistance démocratique.

On l'a dit, en 2024 tu as été élu au Parlement de Wallonie et de la FWB. Quelles sont les matières qui te tiennent particulièrement à cœur ?

Tu fais bien de dire "particulièrement à cœur", parce que quand on est député on travaille sur beaucoup de matières. Je commencerais tout d'abord par la préservation et la restauration de notre environnement. Est-ce qu'on peut mener toutes les politiques qu'on veut ? Nous pouvons mener toutes les politiques que nous voulons, si nous continuons à détruire notre planète, ça ne servira à rien.

Ensuite, la santé mentale des jeunes. C'est quelque chose qu'on a porté avec Marie Jacqmin

pendant la campagne 2024. Les chiffres sont affolants. Je ne peux pas me résoudre au fait qu'un jeune ne croie pas en l'avenir et ne profite pas de sa jeunesse pour entrer dans la vie. L'enseignement aussi, évidemment, qui est au cœur des compétences de la Fédération.

Et côté wallon, il y a aussi l'agriculture. L'économie agricole c'est évidemment de l'emploi, mais je suis persuadé que si on maîtrise notre agriculture, on maîtrise aussi ce qu'il y a sur nos terres et dans nos assiettes.

Tu es donc depuis peu chef de groupe au Parlement de la FWB. Concrètement, ça signifie quoi ?

Pour moi, c'est avant tout coordonner et dynamiser le travail des députés, pour que chacun puisse exprimer ses compétences au service de notre projet. Il y a aussi un rôle de liaison entre le Parlement et le Gouvernement : contrôler bien-sûr, mais aussi proposer et contribuer à la mise en œuvre de notre projet de majorité. Et puis, il y a le dialogue avec les autres formations.

Peux-tu rappeler les compétences de la FWB ?

On parle essentiellement de matières personnalisables : l'enseignement, la jeunesse, la petite enfance, la culture, la santé ou encore certaines relations internationales. Tout ce qui touche directement à la personne.

La situation budgétaire en FWB est tendue et des décisions difficiles doivent être prises. Quelles sont les priorités pour toi pour cette législature ?

La maîtrise budgétaire, elle est extrêmement importante, parce que ça nous offre le contexte de notre action, mais ce n'est pas un projet de société en soi, c'est se donner les moyens de réaliser des politiques. Et notre responsabilité, je pense, pendant cette législature, c'est d'avoir des politiques innovantes qui nous permettent de répondre de manière différente aux besoins des citoyens au travers des compétences de la FWB.

Quels sont les dossiers importants à venir ?

Il y en a plusieurs. D'abord, la réforme de la formation infirmière, attendue depuis longtemps et portée par l'ensemble du secteur. Ensuite, le contrat de gestion de l'ONE, avec une volonté claire d'entendre les acteurs du terrain. Enfin, il y a tout le volet des crèches et de la problématique du manque de places. Notre ministre Valérie Lescrenier a mis en place un groupe de travail qui réfléchit aux solutions innovantes pour répondre aux besoins des familles et créer des places.

Un enjeu clé pour concilier vie professionnelle et vie privée...

Exactement.

Et toi justement, tu es papa d'une petite fille. Comment concilies-tu tout ça ?

C'est un travail d'équipe avec mon épouse. Les journées sont organisées pour que chacun puisse prendre le relais. Ce n'est pas toujours simple, mais on y arrive.

Dans l'enseignement, y a-t-il une thématique qui te touche particulièrement ?

Oui. Par mon parcours personnel, je suis particulièrement attentif à l'inclusion en milieu scolaire. Comment permettre aux enfants à

besoins spécifiques de trouver leur place à l'école, de grandir, de s'épanouir au sein des écoles grâce aux accompagnements adaptés, personnalisés. C'est un sujet sur lequel je m'investis beaucoup, notamment à travers les réformes des pôles territoriaux et des centres PMS.

Si tu devais réussir une seule chose dans ton rôle, ce serait quoi ?

Si à la fin de la législature Les Engagés sont toujours perçus comme une force essentielle dans la gestion et le développement des compétences de la FWB, alors on aura réussi quelque chose.

Et plus largement, quel est le rôle des Engagés aujourd'hui selon toi ?

Réenchâter la démocratie et le débat démocratique. Faire en sorte qu'il ne soit pas un outil de division ou d'exploitation des peurs, mais un espace d'épanouissement personnel collectif. Et cela passe, encore une fois, par la nuance.

Pour conclure, entre un budget à l'équilibre et le Standard en Ligue des Champions, tu choisis quoi ?

(Rires) Vu la situation, je vais dire le budget à l'équilibre!



DÉCOUVERTE

ONHAYE

“

À Onhaye, on découvre bien plus qu'un paysage. Projets, rencontres, initiatives locales : la commune se révèle au fil de ses villages. Aux côtés de son bourgmestre Christophe Bastin, immersion entre vie locale et escapades, entre habitants et visiteurs.



Version
vidéo



ONHAYE, ENTRE VIE LOCALE ET ESCAPADES

avec Christophe Bastin

Commune : **Onhaye**
 Province : **Namur**
 Habitants : **3.243**
 Gentilé : **Onhaytoises & Onhaytois**
 Superficie : **65,67 km²**



Au cœur de la province de Namur, Onhaye s'étire entre vallées, villages et paysages ouverts. La commune compte un peu plus de 3.000 habitants répartis dans plusieurs villages, un territoire à taille humaine où chaque projet a un impact direct.

Le temps d'une journée, nous avons parcouru ses différents visages aux côtés de son bourgmestre, Christophe Bastin, pour comprendre comment une commune rurale concilie qualité de vie et attractivité.

Ça s'active pour les tout-petits



Première étape : la nouvelle crèche, sur le point d'ouvrir. Sur place, l'effervescence est palpable : derniers rangements, ajustements, équipes mobilisées... tout doit être prêt.

Les espaces sont lumineux, le matériel est neuf, pensé pour accueillir les enfants dans de bonnes conditions. Un projet attendu, qui répond à un besoin bien réel.

« Permettre aux jeunes familles de s'installer et de rester, c'est essentiel pour l'avenir de la commune », confie Christophe Bastin.

Un lieu pensé pour se rassembler



Direction ensuite le centre, où une nouvelle halle communale prend forme.

Pensée pour accueillir marchés et événements, elle vise à renforcer la vie locale dans une commune où les villages sont répartis sur plusieurs kilomètres.

« On veut un espace qui fasse vivre le centre, pour les habitants... mais aussi pour ceux qui viennent », explique le bourgmestre.



Falaën, là où le décor prend vie

Arrivée à Falaën. Pierres anciennes, ruelles calmes, paysages ouverts... On comprend vite pourquoi le village fait partie des plus beaux de Wallonie.

Mais conserver cette image de carte postale n'est pas sans défi.

« Il faut trouver le bon équilibre entre accueillir des visiteurs et garder une vraie vie locale », explique Christophe Bastin.

Relier les villages, rapprocher les gens

C'est aussi depuis ici que se dessine un autre projet : une voie lente et verte reliant les villages. À pied, à vélo, en famille... l'idée est de proposer une autre manière de se déplacer, mais aussi de découvrir le territoire.

« Relier les villages, c'est renforcer le lien entre les habitants... et offrir une autre façon de parcourir la commune », résume le bourgmestre.

Une ferme qui change de tempo

À Miavoye, une ancienne ferme a été transformée en complexe sportif.

Un projet qui dépasse les frontières de la commune : pensé comme un équipement transcommunal, il est le fruit d'une collaboration

avec la commune voisine de Hastière. Une manière concrète de mutualiser les moyens pour proposer des infrastructures de qualité en milieu rural.

Aujourd'hui, le site accueille écoles, clubs et habitants et participe pleinement à la vie locale.

La vallée en mouvement

Impossible de passer à côté de la vallée de la Mollignée, véritable colonne vertébrale du territoire.

Ici, une ancienne ligne de chemin de fer a été reconvertie en draine, ces petits véhicules à pédales installés sur rails, qui permettent de parcourir la vallée autrement. Une activité devenue incontournable, accessible et ancrée dans le territoire, qui attire de nombreux visiteurs et participe à la dynamique locale.



Des pierres chargées d'histoire

Au-delà de l'expérience, la draine s'inscrit dans un parcours plus large. « Quand on vient dans la vallée de la Mollignée, on découvre les drains, le château... et on termine souvent par une pause à Maredsous », résume le bourgmestre.

Une illustration concrète de la complémentarité entre nature, patrimoine et activités locales.

Des pierres chargées d'histoire

Dernière étape : le château de Montaigne. Les premières traces remontent aux environs de l'an 900, et aujourd'hui encore, le lieu impressionne par sa vue sur la vallée. Très fréquenté, notamment par les écoles, il fait partie intégrante de l'identité locale. « C'est un site très visité, qui fait partie de notre histoire », explique Christophe Bastin.



Au fil de la journée, une évidence s'impose : à Onhaye, chaque projet participe à un équilibre entre vie locale et attractivité. « On a la chance d'avoir un cadre exceptionnel. À nous de le faire vivre, pour les habitants comme pour ceux qui viennent le découvrir », conclut le bourgmestre.

QUAND SOLIDARITÉ RIME AVEC EFFICACITÉ

Marie découvre Goods to Give

Version

vidéo



À Nivelles, Marie Jacqmin, accompagnée de notre députée Armelle Gysen et du bourgmestre Bernard de Ro, est allée à la rencontre de l'association Goods to Give. Dans le cadre d'un tournage consacré à l'engagement citoyen, cette visite leur a permis de découvrir une initiative concrète qui agit à la fois contre la précarité et le gaspillage.

Goods to Give agit comme un véritable trait d'union entre entreprises et associations. L'organisation collecte des invendus non alimentaires – produits d'hygiène, fournitures scolaires, vêtements ou encore articles pour bébés – pour les redistribuer à plus de 600 associations partenaires à travers la Belgique. Chaque année, ce sont plusieurs millions de produits qui trouvent ainsi une seconde vie, venant en aide à des dizaines de milliers de bénéficiaires.

La journée a débuté à l'ASBL Ouvre-Boîtes, partenaire de Goods to Give. Accueillis par les responsables, ils ont pu découvrir les différentes activités de l'association, et plus particulièrement l'épicerie sociale. Cet espace permet aux bénéficiaires d'accéder à des produits du quotidien à prix réduits, tout en conservant une liberté de choix essentielle. Une approche qui allie dignité et solidarité, et qui valorise pleinement les produits fournis par l'association.

La visite s'est poursuivie à l'entrepôt de Goods to Give, véritable centre névralgique de l'organisation. Sur place, Remco Ruiters, directeur général, et Philippe de Ville, président, ont présenté le fonctionnement de cette plateforme logistique solidaire, qui permet d'acheminer efficacement les dons vers les associations partenaires.

Moment marquant de la journée : Marie s'est glissée dans la peau d'une préparatrice de commandes. Liste en main, elle a parcouru les allées de l'entrepôt pour constituer une commande destinée à une association. Cette immersion lui a permis de prendre la mesure de la diversité et de la quantité impressionnante de produits disponibles, mais aussi du travail rigoureux nécessaire pour assurer une distribution efficace. Elle a également mis en lumière l'impact concret de Goods to Give dans la lutte contre le gaspillage, en offrant une seconde vie à des produits neufs qui, sans cela, ne seraient pas utilisés.

Au fil de la visite, une évidence s'est imposée : en créant des ponts entre entreprises et associations, Goods to Give apporte une réponse concrète et innovante à des besoins essentiels. Une initiative inspirante, qui démontre que solidarité et efficacité peuvent aller de pair, au service des plus fragiles.

N'hésitez pas à aller découvrir plus en profondeur leur travail sur goodstogive.org !



24H VÉLO POUR LE TÉLÉVIE



Pédaler ensemble pour la solidarité

Du jeudi 19 mars à 15h au vendredi 20 mars à 15h, l'hôpital de la Citadelle à Liège a vibré au rythme des 24h vélo organisées au profit du Télévie. Un rendez-vous devenu incontournable, mêlant engagement, convivialité et solidarité.

Marie Jacqmin a eu l'occasion d'y participer, aux côtés de nombreux représentants des Engagés. Vanessa Matz, Sophie Fafchamps, Olivier de Wasseige, Thierry Ancion, ainsi que de nombreux élus locaux, qui ont eux aussi enfourché leur vélo pour soutenir la recherche contre le cancer.

Pendant 24 heures, les équipes se sont relayées sans relâche, dans une ambiance à la fois festive et engagée. Entre les coups de pédale, les moments de partage n'ont pas manqué : chants, danses et encouragements ont rythmé l'événement, rappelant que la solidarité peut aussi rimer avec bonne humeur.

Au-delà de l'effort sportif, c'est surtout un formidable élan collectif qui s'est exprimé. Chaque kilomètre parcouru contribuait à une cause essentielle, portée par l'énergie et la mobilisation de toutes et tous.

Grâce à cet engagement, 940 euros ont été récoltés au profit du Télévie. Un grand merci à toutes les personnes présentes, aux participants comme aux soutiens, pour votre implication et votre générosité. Ensemble, vous avez démontré que, même à travers un défi sportif, chacun peut contribuer à faire avancer la recherche et soutenir celles et ceux qui en ont besoin.

Mais la mobilisation ne s'arrête pas là : les dons sont indispensables toute l'année, que ce soit sous forme de contributions financières, d'activités ou d'événements solidaires.

N'hésitez pas à vous rendre sur le site du Télévie pour découvrir les initiatives organisées près de chez vous et, à votre tour, y prendre part.



LA POLITIQUE POUR LES NULS



Par
**Noha
Devillers**

**Noha Devillers, Conseiller politique
Renew Europe & Président de Géné-
ration Engagée**

Immersion au cœur des institu- tions européennes

Défense européenne, transition climatique, compétitivité... L'Union européenne est plus que jamais au cœur de l'actualité. Mais concrètement, comment fonctionnent ces institutions qui nous semblent parfois si éloignées ? Aujourd'hui, je tente de vous expliquer l'Europe des Vingt-Sept sans vous endormir... Mission impossible ? Lisez la suite !

Une Union, des institutions

L'Union européenne : derrière ce nom se cachent en réalité quatre institutions aux rôles bien distincts, qui s'assemblent comme les engrenages d'une mécanique complexe. Le Conseil européen, la Commission, le Parlement et le Conseil de l'Union : chacun a sa propre mission, son propre poids, et tous interagissent pour façonner les décisions qui impactent nos vies.

Mais comment s'y retrouver dans ce labyrinthe institutionnel ? Pas de mystère : nous allons plonger au cœur de chacune de ces entités, paragraphe par paragraphe, afin de démêler tout ça. Vous me suivez ?

Le Conseil européen

Commençons par l'institution la plus récente... et la plus stratégique : le Conseil européen. Né dans les années 1970 sous l'impulsion du président français Valéry Giscard d'Estaing, puis officiellement ancré dans les traités en 2007 avec le traité de Lisbonne, ce sommet des dirigeants européens a une mission claire : fixer les grandes orientations politiques de l'UE et désamorcer les crises lorsque les désaccords menacent de paralyser l'Union.

Son rôle ? Éminemment politique : il ne légifère pas, mais donne l'impulsion. Qui en fait partie ? Les 27 chefs d'État ou de gouvernement, dont le Premier ministre belge, Bart De Wever, pour notre pays.

Ses réunions, au moins deux fois par an (et de plus en plus souvent ces dernières années), transforment Bruxelles en forteresse sécurisée — un spectacle désormais familier pour les Bruxellois.

Comment décide-t-il ? Principalement par consensus, sauf exceptions rares.

En quelques mots, voilà pour le Conseil européen. Passons désormais à une seconde entité !

La Commission européenne

Dès les années 1950, la Commission incarne l'âme fédératrice de l'Europe, même si sa forme a évolué avec le temps. Dirigée depuis 2019 par Ursula von der Leyen, elle compte 27 commissaires (un par État membre), dont Hadja Lahbib pour la Belgique, et agit comme le « gouvernement » de l'Union.

Son pouvoir est unique : elle seule peut proposer des lois européennes, qu'elle soumet ensuite au Parlement et au Conseil de l'Union (nous y reviendrons).

Mais son rôle ne s'arrête pas là. Garante des traités, elle veille scrupuleusement à l'application du droit européen dans tous les pays membres, sans partialité.

Une particularité clé ? La collégialité : ici, les décisions se prennent en groupe, par le Collège des commissaires, et non de manière isolée. Un système conçu pour équilibrer les intérêts et renforcer l'unité.

Pour conclure cette plongée au cœur des institutions, terminons avec le duo de co-législateurs !

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne forment ensemble le duo incontournable pour adopter les lois européennes. Sans leur accord, aucune proposition de la Commission ne peut devenir réalité.

Le Parlement européen, depuis 1979, seul organe élu directement par les citoyens, incarne la voix des Européens. Ses 720 députés, dont 22 Belges, répartis en huit groupes politiques (de l'extrême gauche à l'extrême droite, avec au centre Renew Europe, notre groupe politique), ont trois missions majeures : voter les lois, contrôler le budget de l'UE et superviser la Commission — qu'ils peuvent même censurer en cas de besoin. Une particularité qui en fait le cœur démocratique de l'Union.

Le Conseil de l'Union, souvent confondu avec le Conseil européen (les noms similaires n'aident pas !), représente quant à lui les États membres et leurs intérêts. Composé des ministres nationaux compétents — ceux de l'agriculture pour les questions agricoles, ceux des finances pour les budgets, etc. — il partage avec le Parlement le pouvoir de légiférer.

Sa présidence tourne tous les six mois entre les pays, assurant une rotation équitable. Pour adopter un texte, deux options : le consensus ou la majorité qualifiée (soit 55 % des États, représentant 65 % de la population de l'UE).



“

Voilà, le puzzle institutionnel est désormais un peu plus clair ! Maintenant que vous maîtrisez les bases, j'espère que l'Europe n'aura (presque) plus de secrets pour vous !

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

À Charleroi, les aînés insufflent une nouvelle dynamique et rassemblent les générations



Le 8 mars 2026 à Charleroi n'a pas été qu'un simple dîner. C'était un moment fort, vivant, où l'on a senti une véritable énergie collective. Des regards qui se croisent, des échanges sincères, une ambiance chaleureuse portée par des femmes et des hommes engagés. Grâce à Pascal De Roeck, Émile Leclercq et toute l'équipe, l'organisation a été à la hauteur : efficace, conviviale et profondément humaine.

Mais l'essentiel est ailleurs. Ce rendez-vous marque une étape claire : la création des Aînés Engagés de Charleroi. Autour de leur présidente, Martine Depré, avec Pierre Lelong, Jocelyne Deconninck et Pascal De Roeck, une équipe déterminée s'est constituée. Leur objectif est simple et fort : agir, transmettre et rassembler.

Car il faut le dire sans détour : les aînés sont une force. Une force d'expérience, de

lucidité et d'engagement. Ils ne regardent pas le monde passer, ils y participent. Leur vécu éclaire, guide et donne du sens. Face à eux, les plus jeunes apportent leur énergie. C'est cette rencontre qui fait avancer la société.

Dans l'esprit de la Journée internationale des droits des femmes, un hommage a été rendu aux combats de Simone Veil. Une pensée particulière a également été adressée aux grands-mères, ces piliers discrets mais essentiels, qui transmettent bien plus que des souvenirs : des repères.

Ce 8 mars n'a pas seulement rassemblé, il a lancé quelque chose. Une dynamique concrète, portée par des personnes prêtes à s'impliquer et à faire vivre leurs valeurs sur le terrain. La suite dépendra de cette énergie collective et, elle est bien là.



Nouvelle présidence des Aînés... mais aussi nouvelle équipe exécutive.

Le forum a avalisé la composition du forum national des Aînés autour de son président.

Président :

Claude Lachapelle

claude.lachapelle@mail-lesengages.be

Vice-présidentes :

Clotilde Leal-Lopez

clotilde.leallopez@gmail.com

Bénédicte van Cutsem

benedicte.vancutsem@gmail.com

Secrétaire générale :

Anne Declercq

declercq.anne1@gmail.com

Secrétaire politique :

Ferdinand Jolly

jollyferdinand@skynet.be

Trésorier :

Jean-Pierre Butay

jeanpierre.butaye@gmail.com

Délégués thématiques :

Délégué aux médias et à la communication :

Patricia Ngelmackers

p.nagemackers@gmail.com

Délégués au numérique :

Jean Mernier et Pierre Lelong

jmernier@hotmail.com - lelongpierre@yahoo.fr

Délégué à l'Europe et à l'international :

Anne Delvaux de Fenffe

annedelvauxdf@gmail.com

Délégué aux associations « Seniors » :

Jean-Félix Tirtiaux

jeanfelix.tirtiaux@icloud.com

Site web : www.aines-lesengages.be

Votre avis nous intéresse !

Les Aînés Engagés voient en la Santé un enjeu prioritaire pour notre avenir commun. Ils attachent également une grande importance à l'écoute, au dialogue et à la participation de chacun.

Dans cet esprit, nous lançons un sondage ouvert à toutes et tous (Aînés, adhérents et sympathisants) afin de mieux comprendre vos attentes et priorités en matière de santé.

Votre contribution est essentielle pour orienter nos actions vers les besoins de la société d'aujourd'hui, en particulier ceux des aînés.

Parce que la participation démocratique se construit aussi par l'expression de chacun, nous comptons sur vous.

Prenez quelques minutes pour répondre au questionnaire en scannant le QR code suivant :




BREAKING NEWS


TROP GRAS, TROP SUCRÉS, TROP SALES : LES ENGAGÉS DEPOSENT UNE PROPOSITION DE LOI POUR INTERDIRE LA PUBLICITÉ DES ALIMENTS LES PLUS NOCIFS

👉 L'exposition à la publicité influence directement les comportements alimentaires, en particulier chez les enfants et les adolescents, et contribue à l'**augmentation des maladies chroniques** liées à l'alimentation.

CARTONNE TON BLOCUS SANS SURDOSE DE SUCRE !

Par **Lucas Doucet**
Délégué Campus Génération Engagée

“

Dors suffisamment, fais des pauses, hydrate-toi, limite les distractions, fixe-toi des objectifs clairs, varie les matières, bouge un peu chaque jour et mange équilibré.



À l'approche des examens, Génération Engagée te partage quelques conseils utiles.

Fatigue, difficultés de concentration, brouillard mental, irritabilité ou anxiété : autant d'effets liés à une alimentation riche en produits sucrés ou ultra-transformés (sodas, bonbons, viennoiseries, desserts industriels, certaines céréales).

Les variations rapides de la glycémie peuvent provoquer des fluctuations d'énergie. Quand elle monte vite puis redescend brutalement, cela entraîne souvent une baisse d'énergie et de concentration.

Pour limiter ces effets, privilégie des petits-déjeuners salés, consomme d'abord les fibres (légumes), puis protéines et graisses, avant les glucides.

Une courte marche après le repas peut aussi aider les muscles à utiliser une partie du glucose circulant.

Sans diaboliser le sucre, l'objectif est d'éviter les excès et les fortes variations de glycémie pour garder une énergie stable toute la journée.

Après tout, si février est devenu le mois sans alcool, pourquoi juin ne deviendrait-il pas le mois de la pause sucre ?

LA MÉNOPAUSE : ON EN PARLE ENFIN

Et maintenant, on fait quoi ? Par **Lyseline Louvigny** Présidente des Femmes Engagées

La ménopause ne surgit pas du jour au lendemain. Elle est précédée d'une phase souvent méconnue : la périménopause. Cette transition hormonale peut durer plusieurs années et s'accompagner de symptômes déstabilisants (fatigue, anxiété, troubles du sommeil, irritabilité) encore trop peu identifiés.

En réalité, c'est tout un continuum de santé hormonale féminine qui reste insuffisamment pris en compte. Des syndromes prémenstruels jusqu'à la ménopause, les douleurs et les déséquilibres hormonaux ont longtemps été banalisés.

Pourtant, les impacts sont bien réels. Fatigue chronique, douleurs diffuses, troubles du sommeil, difficultés de concentration... Ces symptômes affectent la qualité de vie, la santé mentale et la trajectoire professionnelle. Et ils ne sont pas anecdotiques : ils s'inscrivent dans des enjeux de santé plus larges, avec des risques accrus de maladies cardiovasculaires ou d'ostéoporose lorsqu'ils ne sont pas accompagnés.

Mais un levier reste encore trop sous-exploité : l'activité physique.

Le sport ne doit plus être considéré comme un complément, mais comme un outil de santé à part entière. Il permet de préserver la masse musculaire, de prévenir les maladies chroniques, de réduire certains symptômes hormonaux et d'améliorer la santé mentale.

Concrètement, cela suppose des choix politiques clairs :

- Intégrer l'activité physique dans les parcours de soins liés à la santé hormonale ;
- Renforcer et étendre des dispositifs comme le « sport sur ordonnance », en ciblant explicitement les femmes en périménopause et ménopause ;
- Former les médecins généralistes à prescrire de l'activité physique adaptée ;
- Soutenir financièrement l'accès à des programmes sportifs pour les femmes concernées ;
- Développer des partenariats entre communes, centres sportifs et structures de santé.

L'activité physique joue un rôle clé dans la prévention des maladies chroniques et le maintien de l'autonomie. Elle ne remplace pas les soins, mais elle en fait partie.

Il est temps de changer de logique. Faire de la santé hormonale des femmes une priorité de santé publique à part entière. Avec un pilotage clair. Des objectifs mesurables. Des moyens à la hauteur. Et une responsabilité politique assumée.

À nous, désormais, de faire un autre choix.



C'est pour lui.

Parce qu'un travail peut transformer une vie, épanouir, responsabiliser et (re)donner du sens, nous faisons le choix de mesures courageuses qui permettent à chacun de faire sa part et de trouver sa voie. Nous modernisons le marché de l'emploi pour mieux valoriser celles et ceux qui travaillent, accompagner celles et ceux qui en ont le plus besoin et garantir la soutenabilité de notre système.

**Protéger aujourd'hui.
Garantir demain.**

À VOUS DE JOUER !

Les mots peuvent être cachés horizontalement, verticalement et en oblique.

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| E | M | P | L | O | I | F | U | F | O | T | W | J | V |
| P | I | P | A | T | I | E | N | T | S | R | T | M | Y |
| E | N | E | R | G | I | E | M | I | K | A | E | S | I |
| I | P | L | Z | R | Y | T | Y | X | C | N | G | O | F |
| P | N | S | O | U | T | I | E | N | B | S | K | S | I |
| C | R | N | A | U | T | O | N | O | M | I | E | O | N |
| L | L | O | O | Z | X | O | D | C | K | T | J | I | D |
| Q | U | D | D | V | L | M | Y | B | G | I | G | G | U |
| G | E | N | V | U | A | H | K | S | V | O | P | N | S |
| N | F | H | Z | R | C | T | K | R | O | N | O | A | T |
| P | R | E | V | E | N | T | I | O | N | I | R | N | R |
| Y | V | X | U | W | J | I | I | O | W | X | N | T | I |
| D | S | A | N | T | E | X | S | O | N | X | P | S | E |
| J | M | E | D | E | C | I | N | Y | N | O | D | Q | X |

- Autonomie
- Industrie
- Médecin
- Production
- Santé
- Soins
- Transition
- Emploi
- Innovation
- Patient
- Prévention
- Soignants
- Soutien
- Énergie

Intermédiaire

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 8 | 3 | | | | | 2 |
| 4 | 3 | | | | 9 | 7 | | | 8 |
| 2 | | | | 1 | 7 | 6 | 5 | | |
| | | | 1 | | | 5 | 2 | 7 | |
| 5 | | 1 | 3 | 7 | 6 | | | 9 | 4 |
| | | 8 | | 5 | | 3 | | | 1 |
| | | | | | 1 | | | | 5 |
| | | | | | | 1 | 8 | | |
| 1 | 5 | | 6 | | | | | | 9 |

Expert

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 7 | | 4 | 6 | | | 5 |
| | | | | | 5 | | 8 | 6 | 7 |
| 6 | 5 | | | | 8 | 1 | | | 4 |
| | 4 | | | | 2 | | | | |
| | | 2 | | | | 4 | | | |
| | | | | | 5 | 3 | | | 2 |
| | | | | 9 | 3 | | 8 | 1 | |
| | 1 | | | | | | | | 6 |
| 2 | | 6 | | | | | | | |



C'est pour elle.

Parce que nous refusons l'idée que nos enfants vivent moins bien que nous, nous prenons les mesures ambitieuses pour préserver notre modèle social, garantir des soins de santé, protéger notre environnement et moderniser le marché de l'emploi. Pour que les enfants d'aujourd'hui s'épanouissent demain.

**Protéger aujourd'hui.
Garantir demain.**

RÉINDUSTRIALISER !



PEFC

10-32-2225

Promouvoir la gestion durable de la forêt

www.pefc.be